marches-securises.fr PUBLICATION

ÉTABLISSEMENT

Conseil Départemental du Calvados (14)
9 rue Saint-Laurent

14000 Caen

AVIS DE MARCHÉ

TRAVAUX

DIRECTIVE 2014/24/UE

Section I : Pouvoir adjudicateur

I.1) NOM ET ADRESSES

Conseil Départemental du Calvados (14), Contact : DGA Aménagement et Environnement, Boulevard Bertrand, 14035 CAEN CEDEX, FRANCE. Courriel : benjamin.buffard@calvados.fr. Code NUTS : FRD11.

Adresse(s) internet :

Adresse principale :http://www.marches-securises.fr
Adresse du profil d'acheteur : https://www.marches-securises.fr

I.2) PROCÉDURE CONJOINTE

I.3) COMMUNICATION

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet : http://marches-securises.fr

Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

Direction de la mer et de l'attractivité littorale Boulevard Bertrand , Contact : Cédric Salerne, 14000 CAEN, FRANCE. Courriel : cedric.salerne@calvados.fr. Code NUTS : FRD11. Adresse internet : http://www.calvados.fr.

Adresse à laquelle les offres ou demandes de participation doivent être envoyées :

Par voie électronique à l'adresse : http://marches-securises.fr

La communication électronique requiert l'utilisation d'outils et de dispositifs qui ne sont pas généralement disponibles et un accès direct non restreint et complet à ces outils et dispositifs est possible gratuitement à cette adresse internet (URL) : http://marches-securises.fr

I.4) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Autorité régionale ou locale

I.5) ACTIVITÉ PRINCIPALE

Autre(s) activité(s) : Collectivité locale

Section II : Objet

II.1) ÉTENDUE DU MARCHÉ

II.1.1) Intitulé : 2022ETP214 - Travaux de maçonnerie sur les ports départementaux du Calvados

II.1.2) Code CPV principal

45262522

II.1.3) Type de marché

Travaux

II.1.4) Description succincte

2022ETP214 - Travaux de maçonnerie sur les ports départementaux du Calvados

II.1.5) Valeur totale estimée

II.1.6) Informations sur les lots

Division en lots : Oui

Il est possible de soumettre des offres pour un nombre maximal de lots : 2
Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire : 1
Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer des marchés combinant les lots ou groupes de lots suivants : Attribution des lots dans les conditions prévues à l'article 6.2 du règlement de la consultation

II.2) DESCRIPTION

LOT N° 1

II.2.1) Intitulé : 2022ETP214 - Travaux de maçonnerie sur les ports départementaux du Calvados

II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)

45262522

II.2.3) Lieu d'exécution

Code NUTS : FRD11
Lieu principal d'exécution : Secteur OUEST (Isigny sur Mer, Grandcamp-Maisy, Port en Bessin Huppain, Courseulles sur Mer)

II.2.4) Description des prestations

2022ETP214 - Travaux de maçonnerie sur les ports départementaux du Calvados
-Lot n°01 : OUEST (Isigny sur Mer, Grandcamp-Maisy, Port en Bessin Huppain, Courseulles sur Mer)

II.2.5) Critères d'attribution

Prix : 50%

Qualité

Valeur technique : 50%

II.2.6) Valeur estimée

II.2.7) Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique

Durée en mois : 48

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : Oui

Description des modalités ou du calendrier des reconductions : La durée initiale est conclue de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2023.
A l'issue de la période initiale, l'accord-cadre pourra ensuite être reconduit 3 fois avec une reconduction au 1er janvier 2024 pour une durée d'1 an par périodes.

II.2.9) Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer

II.2.10) Variantes

Des variantes seront prises en considération : Non

II.2.11) Informations sur les options

Options : Non

II.2.12) Informations sur les catalogues électroniques

II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : Non

II.2.14) Informations complémentaires

Montants pour chacune des périodes,
Pas de montant minimum :
Montant maximum : 1 000 000 € HT

LOT N° 2

II.2.1) Intitulé : 2022ETP214 - Travaux de maçonnerie sur les ports départementaux du Calvados

II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)

45262522

II.2.3) Lieu d'exécution

Code NUTS : FRD11
Lieu principal d'exécution : Lot n°02 : EST (Honfleur, Deauville-Trouville, Dives-Cabourg-Houlgate)

II.2.4) Description des prestations

2022ETP214 - Travaux de maçonnerie sur les ports départementaux du Calvados - Lot 2
Lot n°02 : EST (Honfleur, Deauville-Trouville, Dives-Cabourg-Houlgate)

II.2.5) Critères d'attribution

Prix : 50%

Qualité

Valeur technique : 50%

II.2.6) Valeur estimée

II.2.7) Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique

Durée en mois : 48

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : Oui

Description des modalités ou du calendrier des reconductions : A l'issue de la période initiale, l'accord-cadre pourra ensuite être reconduit 3 fois avec une reconduction au 1er janvier 2024 pour une durée d'1 an par périodes.

II.2.9) Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer

II.2.10) Variantes

Des variantes seront prises en considération : Non

II.2.11) Informations sur les options

Options : Non

II.2.12) Informations sur les catalogues électroniques

II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : Non

II.2.14) Informations complémentaires

Montants pour chacune des périodes,
Pas de montant minimum :
Montant maximum : 1 000 000 € HT

Section III : Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

III.1) CONDITIONS DE PARTICIPATION

III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Liste et description succincte des conditions :

• Formulaire DC1 ou équivalent : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants
• Formulaire DC2 ou équivalent : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement
• Redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire :
• Déclaration sur l'honneur, - Le candidat produit une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la com-mande publique ;
• Le candidat produit une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique ;
• Engagement juridique des opérateurs invoqués à l'appui de la candidature :
• Engagement : Le candidat produit si nécessaire les pouvoirs des personnes habilitées à l'engager juridiquement

III.1.2) Capacité économique et financière

Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation

III.1.3) Capacité technique et professionnelle

Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation

III.1.5) Informations sur les marchés réservés

III.2) CONDITIONS LIÉES AU MARCHÉ

III.2.1) Informations relatives à la profession

III.2.2) Conditions particulières d'exécution

La durée initiale est conclue de la notification jusqu'au 31 décembre 2023.

Les prix sont invariables pour les prestations réalisées jusqu'au 31 décembre 2023.

La révision est annuelle à compter du 01 janvier 2024 et le taux de révision appliqué est celui en vigueur à la date de réalisation des prestations quelle que soit la date du bon de commande.

III.2.3) Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché

III.2.4) Marché éligible au MPS

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : Non

Section IV : Procédure

IV.1) DESCRIPTION

IV.1.1) Type de procédure

Procédure ouverte

IV.1.3) Information sur l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique

L'avis concerne l'établissement d'un accord-cadre

Accord-cadre avec un seul opérateur

IV.1.4) Informations sur la réduction du nombre de solutions ou d'offres durant la négociation ou le dialogue

IV.1.5) Information sur la négociation

IV.1.6) Enchère électronique

IV.1.8) Marché couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP) : Oui

IV.2) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

IV.2.1) Publication(s) antérieure(s) relatives à la présente procédure

IV.2.2) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation :

Lundi 03 juillet 2023 - 16:30

IV.2.3) Date d'envoi des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés

IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation

français.

IV.2.6) Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Durée en mois : 4 (à compter de la date limite de réception des offres).

IV.2.7) Modalités d'ouverture des offres

Date : mardi 04 juillet 2023 - 12:00
Lieu : CAEN.

Section VI : Renseignements complémentaires

VI.1) RENOUVELLEMENT

Il s'agit d'un marché renouvelable : Non

VI.2) INFORMATIONS SUR LES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES

VI.3) INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

VI.4) PROCÉDURES DE RECOURS

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif 3 rue Arthur Leduc BP 25086 , 14050 CAEN cedex 4 FRANCE. Tél. +33 231707272. E-mail : greffe.ta-caen@juradm.fr. Fax +33 231524217. Adresse internet : https://caen.tribunal-administratif.fr/.

VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation

Comité consultatif règlement amiable 22 Mail Pablo Picasso BP 24209 , 44042 NANTES FRANCE.

VI.4.3) Introduction des recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif
3 rue Arthur Leduc
14050 Caen
Tel : 0231707272
Fax : 0231524217
Courriel : greffe.ta-caen@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

a) Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :
- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat,
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans un délai de trente et un jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché,
- Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat : délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

b) Service auprès duquel des renseignements peuvent être demandés :
Conseil départemental du Calvados
Service juridique
BP 20520
14035 CAEN cedex 1
tel 02.31.57.10.48
fax 02.31.57.10.39

VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Tribunal Administratif 3 rue Arthur Leduc BP 25086 , 14050 CAEN cedex 4 FRANCE. Tél. +33 231707272. E-mail : greffe.ta-caen@juradm.fr. Fax +33 231524217. Adresse internet : https://caen.tribunal-administratif.fr/.

VI.5) DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS

02 juin 2023